

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Cergy-Pontoise, le 12 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARP OSIS

CHEMIN VERT
2-6 rue albert de Vatimesnil
92300 Levallois-Perret

Références : UD95 – 2022 - 0359
Code AIOT : 0006505940

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2022 dans l'établissement SARP OSIS implanté ZAE du chemin vert 95340 PERSAN. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS
- ZAE du chemin vert 95340 PERSAN
- Code AIOT : 0006505940
- Régime : Autorisation (IED)

La société SARP OSIS (anciennement SUEZ RV OSIS IDF) assure l'entretien et le nettoyage de réservoirs contenant des hydrocarbures ou des aires de lavages dans les stations services ou pour les particuliers. Elle est amenée à regrouper et à pré-traiter par séparation de phases les déchets hydrocarbonés (prétraitement par décantation naturelle à l'aide d'un dégrilleur). Le site compte une quarantaine d'employés plus une dizaine de chauffeurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de non-conformité relevées lors de l'inspection de l'année précédente
- Gestion des eaux du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes précisent notamment les propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.2.2	/	Sans objet
2	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.3.10	/	Lettre préfectorale
3	Moyens de défense incendie	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 7.6.2 et 7.6.3	/	Sans objet
4	Surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.4.1	/	Lettre préfectorale
5	Registre des déchets	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 8.1.4	/	Sans objet
6	Rapport annuel	AP Complémentaire du 18/09/2020, article Titre 9	/	Sans objet
7	Affichage déchets admis	AP Complémentaire du 18/08/2020, article 8.1.2	/	Lettre préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 19 avril 2022 a permis de constater que des non-conformités relevées en 2021 avaient été levées.

Malgré des écarts réglementaires constatés lors de l'inspection, l'exploitant semble engagé dans la prompte régularisation de sa situation. En tout état de cause, aucun risque ou danger imminent n'a été constaté au sujet des prescriptions contrôlées.

Les écarts réglementaires concernent les sujets ci-dessous :

Les dernières analyses semestrielles n'ont pas été réalisées il y a moins de 6 mois. Néanmoins l'exploitant a programmé la campagne de mesures semestrielles pour l'année 2022, qui débute d'après ses informations le 3 mai 2022.

L'affichage des déchets admis n'est pas réalisé mais l'exploitant s'est engagé à y remédier.

Seul un piézomètre est historiquement en place. L'exploitant pensait que la prescription sur la surveillance des eaux souterraines ne s'appliquait qu'à partir d'août 2022, puisqu'elle découle du réexamen IED. Cependant, sauf indications calendaires précisées dans le dossier de réexamen IED, l'arrêté complémentaire du 18 septembre 2020 s'applique pleinement. L'exploitant a indiqué qu'une proposition commerciale était en cours à ce sujet et a fourni le devis de la société SUEZ RR IWS REMEDIATION France.

Pour ces écarts l'exploitant a fourni des éléments justifiant que leur régularisation était en cours à l'échéance de quelques semaines à partir de son courriel du 29 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux a été présenté en séance et le cheminement des effluents expliqué. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'exploitant réalise des analyses sur les rejets des effluents aqueux selon les fréquences indiquées dans le tableau ci-dessous : Rejets [...] points de rejets n°2 et n°3 [...] au moins semestrielle [...]
Constats : Les dernières analyses datent de mai 2021. L'exploitant n'a depuis pas réalisé de nouvelles mesures contrairement à la fréquence prescrite (semestrielle). Bien que les dernières analyses ne montrent aucun dépassement, elles datent de plus de 10 mois. Suite à l'acquisition des sociétés OSIS du groupe Suez par Veolia le 19 mai 2021, l'exploitant a expliqué que la nouvelle organisation a pu engendrer certains retards. Néanmoins il a indiqué, justificatifs à l'appui, avoir déjà sollicité une société pour les analyses qui devraient avoir lieu prochainement (3 mai 2022). Par courriel du 29 avril 2022, l'exploitant a fourni le devis, le bon de commande et l'information que la date du 3 mai 2022 était validée pour l'intervention de la société Analy-co.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 3 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2020, article 7.6.2 et 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.6.3 : [...]</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - au moins 1 poteau d'incendie conforme aux normes en vigueur assurant un débit minimum de 60 m³/h, pendant une durée d'au moins 2 heures, placé à moins de 100 mètres des bâtiments et stockages des déchets. [...] <p>7.6.2 : [...]</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution des dispositions du présent article. [...]</p>
<p>Constats : La prescription contrôlée a porté sur les vérifications des extincteurs du site.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la société DESAUTEL intervenue le 3 novembre 2021, et a précisé que ce même prestataire a effectué les actions correctives nécessaires.</p> <p>La prescription contrôlée est vérifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose d'au moins trois piézomètres afin de réaliser le contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site. Les piézomètres sont maintenus en bon état conformément aux bonnes pratiques et aux normes en vigueur. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE....). Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant. L'exploitant fait analyser tous les 5 ans en période de hautes et basses eaux, les paramètres suivants : [...]
Constats : L'exploitant a transmis une proposition commerciale pour la pose des 3 piézomètres requis. Au jour de l'inspection, un seul ouvrage était présent. D'après le devis de la société SUEZ RR IWS REMEDIATION France, l'exploitant souhaite réaliser des investigations sur les sols et les eaux souterraines au droit de son site de PERSAN (95), et plus particulièrement mettre en place des piézomètres complémentaires et procéder à de nouveaux prélèvements et analyses de sol. Les prestations proposées par SUEZ REMEDIATION pour répondre à ces objectifs sont présentées dans le document fourni par l'exploitant. Le délai global indiqué est de 7 à 9 semaines.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 5 : Registre des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2020, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le registre des déchets peut être construit sur la base d'une compilation des Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux. Le registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté son registre des déchets et a fourni la totalité des informations demandées, bien que le support ne soit pas unique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rapport annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2020, article Titre 9
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse avant la fin du mois de mars de chaque année un rapport d'activité concernant l'année écoulée. Ce rapport comporte notamment une synthèse des informations prévues par le présent arrêté ainsi que plus généralement tout élément d'information pertinent de l'exploitation des installations [notice de présentation des installations, nature, quantités de déchets transitant sur le site (y compris en regroupement), justification des filières de traitement ou d'élimination, données d'autosurveillance des installations ...].
Constats : L'exploitant a présenté en séance la version non finalisée du rapport annuel, en cours de rédaction. Il a été rappelé que le bilan annuel doit être adressé à la DRIEAT avant la fin du mois de mars de chaque année. Par la suite, l'exploitant a bien transmis le bilan annuel pour l'année 2021, par courriel du 29 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Affichage déchets admis

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/08/2020, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un affichage des déchets admissibles sur le site doit être visible à l'entrée du site. [...]
Constats : Aucun affichage n'était présent, l'exploitant a toutefois précisé qu'il mettrait en œuvre cette attendu réglementaire dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Lettre préfectorale